

An aerial photograph showing a large-scale oil spill cleanup operation. A specialized vessel, equipped with various machinery and a large blue container, is positioned in the center of a vast, multi-colored oil slick. The slick exhibits iridescent patterns of orange, yellow, and blue, contrasting sharply with the surrounding dark blue water. A thick black line, likely a containment boom, extends from the vessel towards the bottom left corner of the frame.

NOTE de presse

FINANCER LE CHAOS CLIMATIQUE

LES BANQUES FRANÇAISES ADDICTES
AUX ÉNERGIES FOSSILES

MARS 2019



**Les Amis
de la Terre
France**



- Les **33 plus grandes banques** commerciales internationales ont accordé **1 688 milliards d'euros** de financements à l'industrie des énergies fossiles depuis début 2016, soit plus que le PIB du Canada ou de l'Espagne.
- Malgré la reconnaissance par les Etats et les acteurs financiers de l'urgence à agir pour limiter la hausse de la température globale, ces soutiens ont **augmenté de 7%** entre 2016 et 2018
- **BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis**, ont financé le charbon, le pétrole et le gaz à hauteur de plus de **124 milliards d'euros** depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat.
- **Société Générale** est la première des banques françaises à soutenir les secteurs des énergies fossiles les plus dangereux pour le climat - sables bitumineux, hydrocarbures de schiste, gaz naturel liquéfié, forages en eaux très profondes et en Arctique - **avec 6,5 milliards d'euros** de financements accordés depuis la COP21.

« LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT À 1,5°C EST POSSIBLE
DANS LES LOIS DE LA CHIMIE ET DE LA PHYSIQUE, MAIS
NÉCESSITE DES CHANGEMENTS SANS PRÉCÉDENT »
**JIM SKEA, CHERCHEUR À L'IMPERIAL COLLEGE LONDON
ET EXPERT DU GIEC**

+ 1,5 °C : UN SEUIL FATIDIQUE

Il y a plus de trois ans déjà, les Etats réunis à l'occasion de la COP21 à Paris reconnaissaient que les dérèglements climatiques représentaient une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète, et s'accordaient sur la nécessité de limiter la hausse de la température du globe bien en-deçà de 2 °C et de tendre vers 1,5 °C.

À cette même occasion, bon nombre d'acteurs financiers privés prenaient acte du défi climatique, et s'engageaient aux côtés des pouvoirs publics pour contribuer à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Depuis, les cris d'alerte de la communauté scientifique n'ont pas cessé de se faire entendre. En octobre 2018, un rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) rendait des conclusions alarmantes : les impacts d'un réchauffement de 1,5 °C seraient bien plus destructeurs qu'anticipé jusque-là, et **rester sous ce seuil critique exigerait des transformations rapides, profondes et sans précédent de tous les secteurs de la société**¹.

SI VOUS ÊTES DANS UN TROU, ARRÊTEZ DE CREUSER

Des recherches menées depuis la COP21 ont permis de démontrer que le carbone contenu dans les réserves d'énergies fossiles actuellement en opération suffirait à nous faire franchir la barre de 2 °C de réchauffement global. L'exploitation des réserves de pétrole et gaz déjà ouvertes - hors charbon - nous mènerait à elle seule au-delà d'une hausse de 1,5 °C de la température².

En d'autres termes, **éviter les conséquences les plus dramatiques de l'emballement climatique sera possible à condition d'enrayer de toute urgence le développement de l'ensemble des énergies fossiles et d'en programmer la sortie**. Au contraire, repousser la frontière des fossiles, en explorant et exploitant tout nouveau gisement, en construisant de nouvelles infrastructures de charbon, de pétrole ou de gaz, est strictement incompatible avec la tenue des objectifs de l'Accord de Paris.

1 688 MILLIARDS D'EUROS AUX FOSSILES DEPUIS LA COP21

Malgré les appels répétés des scientifiques et de la société civile, et parfois en dépit de leurs propres engagements, les banques n'ont pas réalisé le tournant attendu à la COP21. Le Fossil Fuel Report Card « Banking on Climate Change » publié le 20 mars 2019 par Rainforest Action Network, BankTrack, Sierra Club, Oil Change International, Indigenous Environmental Network et Honor the Earth, révèle que les **33 plus grandes banques commerciales internationales ont accordé 1 688 milliards d'euros à l'industrie des fossiles depuis début 2016**³, soit plus que le PIB du Canada ou de l'Espagne⁴.

Parmi celles-ci, les grandes banques françaises, **BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis, ont financé le charbon, le pétrole et le gaz à hauteur de plus de 124 milliards d'euros depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat**. Le montant annuel de ces financements a augmenté de près de 10 milliards d'euros entre 2016 et 2018.

LE CHOIX DES INDUSTRIES FOSSILES « EXTRÊMES »

Un rapport publié par Les Amis de la Terre France en novembre 2018 montrait que les banques françaises ont accordé plus de 10 milliards d'euros aux développeurs de nouvelles centrales à charbon⁵ depuis la COP21⁶.

La présente note dévoile que les banques françaises ont aussi massivement soutenu le pétrole et le gaz non-conventionnels, des industries qui se distinguent autant par leurs impacts considérables sur le climat et l'environnement que par leur expansion très inquiétante. Ce sont plus de **19 milliards d'euros que BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis ont accordés depuis la COP21 aux sables bitumineux, hydrocarbures de schiste, gaz liquéfié, forages en eaux très profondes et en région arctique**.

À QUAND LE TANT ATTENDU RÉVEIL CLIMATIQUE ?

À l'heure où l'urgence appelle à une action immédiate et à des transformations profondes, l'écart se creuse entre les belles promesses des banques françaises et la réalité de leurs activités climaticides, entre ce que relever le défi exige d'elles et ce que contiennent leurs politiques sectorielles.

Les banques françaises doivent dès aujourd'hui **exclure systématiquement de leurs soutiens les projets incompatibles avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C, mais aussi les entreprises qui les développent** de manière consciente et délibérée. En l'absence de tels engagements, les banques seront tenues, au même titre que ces entreprises, responsables de l'échec qui se dessine devant nos yeux : notre incapacité collective à éviter les conséquences les plus dramatiques des dérèglements climatiques.

1 800 ENTREPRISES DANS LE VISEUR

Les auteurs du *Fossil Fuel Finance Report Card 2019* « Banking on Climate Change » ont analysé **les financements, via les prêts et les émissions d'actions et d'obligations, accordés au cours des trois dernières années par les 33 plus grosses banques internationales à plus de 1 800 entreprises des secteurs du charbon, du pétrole et du gaz**. Cette recherche couvre des entreprises actives sur l'ensemble du cycle des énergies fossiles : depuis l'exploration, l'extraction, le transport, le stockage et la combustion, jusqu'à la production et le transport de l'électricité carbonée⁷. Elle inclut notamment les entreprises les plus agressives dans le développement de nouvelles centrales à charbon appartenant à la Global Coal Exit List, développée par l'ONG allemande *urgewald*⁸.

Le rapport examine aussi les soutiens de ces 33 banques à plusieurs **sous-secteurs des énergies fossiles, qui présentent des impacts climatiques, environnementaux et sociaux particulièrement sévères, et encourrent un risque élevé de devenir des actifs dévalués** – stranded assets. Il s'agit des sables bitumineux, des hydrocarbures de schiste, des fo-

rages pétroliers et gaziers en eaux très profondes et en Arctique, du gaz naturel liquéfié (GNL), des mines et centrales à charbon. Les entreprises visées ont été sélectionnées car elles sont actuellement très actives dans ces sous-secteurs, mais également car elles prévoient de l'être encore plus au cours des prochaines années ou décennies.

Les soutiens des banques aux énergies renouvelables ne rentrent pas dans le cadre du Report Card 2019. Car si augmenter le financement des technologies propres est très important, **l'urgence climatique ne requiert pas uniquement que les banques se saisissent de ces nouvelles opportunités de marchés, mais qu'elles renoncent à faire des profits sur les énergies sales**. Comme le rapport d'Oxfam France publié en novembre 2018 l'a démontré, les financements des banques françaises aux énergies fossiles excèdent quoi qu'il arrive très largement ceux aux énergies renouvelables⁹.

La méthodologie détaillée et les listes des entreprises étudiées sont accessibles dans *le Report Card 2019*¹⁰.

LES BANQUES

PARIENT CONTRE L'ACCORD DE PARIS

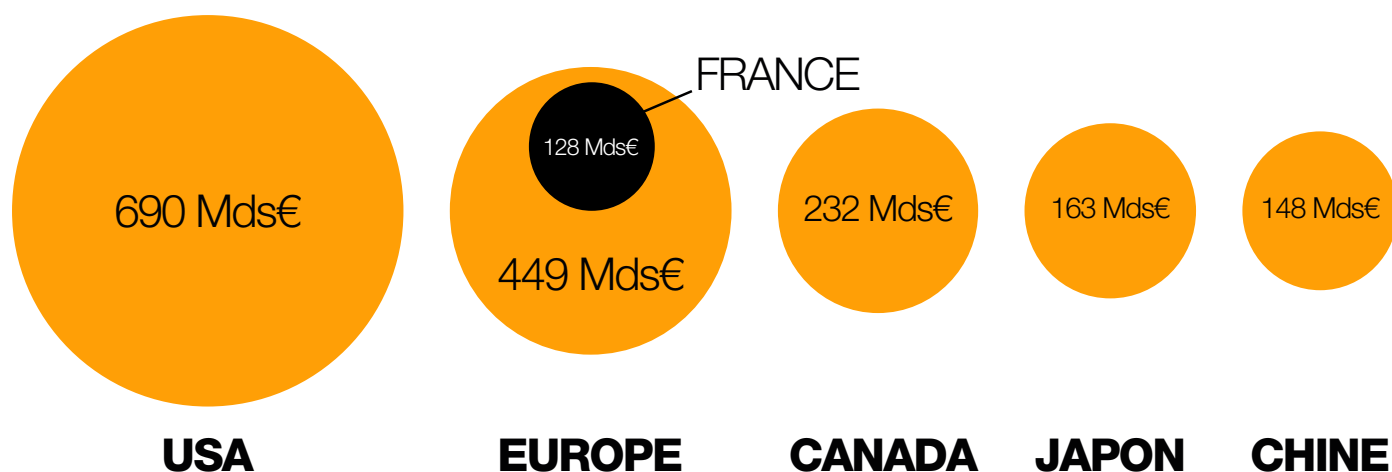
Au cours des trois dernières années, la finance internationale a tout mis en oeuvre pour tenter d'incarner la lutte contre les changements climatiques et pour apparaître comme l'un des principaux moteurs de la transition écologique. Les « One Planet Summits » et les « Climate Finance Days » se succèdent et fournissent chaque année aux banques internationales une tribune pour communiquer sur de nouveaux engagements estampillés « finance verte ».

Derrière ces effets d'annonces, ces mêmes grandes banques sont pourtant loin d'infléchir leurs soutiens aux énergies fossiles. **Depuis la COP21, les 33 plus grands groupes bancaires mondiaux ont financé les énergies fossiles à hauteur de 1 688 milliards d'euros, soit plus que le PIB du Canada ou de l'Espagne.** Ces financements ont en outre augmenté de près de 7% entre 2016 et 2018, signe incontestable que la finance internationale maintient un cap bien au-delà de 1,5 °C de réchauffement global.

L'origine de ces flux de financements est concentrée dans quelques Etats, dont les banques ont un large pouvoir de décider des projets qui verront ou ne verront pas le jour pour le reste du monde. Les Etats-Unis sont largement en tête, suivis par le Canada, le Japon, la Chine et une poignée de pays européens - Royaume-Uni, France, Suisse, Allemagne, Espagne, Pays-Bas et Italie.

Les grandes banques françaises affichaient lors de la COP21 leur détermination à tout mettre en oeuvre pour que les objectifs de l'Accord de Paris soient atteints voire dépassés - BNP Paribas et Crédit agricole -, à aligner leurs activités avec un scénario 2 °C - Société Générale -, et à se mobiliser en faveur de la transition énergétique - Natixis. **Malgré ces promesses, elles ont accordé 124 milliards d'euros au charbon, au pétrole et au gaz entre 2016 et 2018.**

La première banque française et européenne, BNP Paribas, a cumulé sur cette période 45 milliards d'euros de financements aux énergies fossiles. Derrière elle, on retrouve Société Générale avec 32 milliards d'euros, Crédit Agricole avec 28 milliards d'euros, et Natixis avec 18 milliards d'euros accordés aux industries fossiles depuis l'adoption de l'Accord de Paris.



Financements des banques aux énergies fossiles par pays ou région entre 2016 et 2018, en euros

À TOUT PRIX

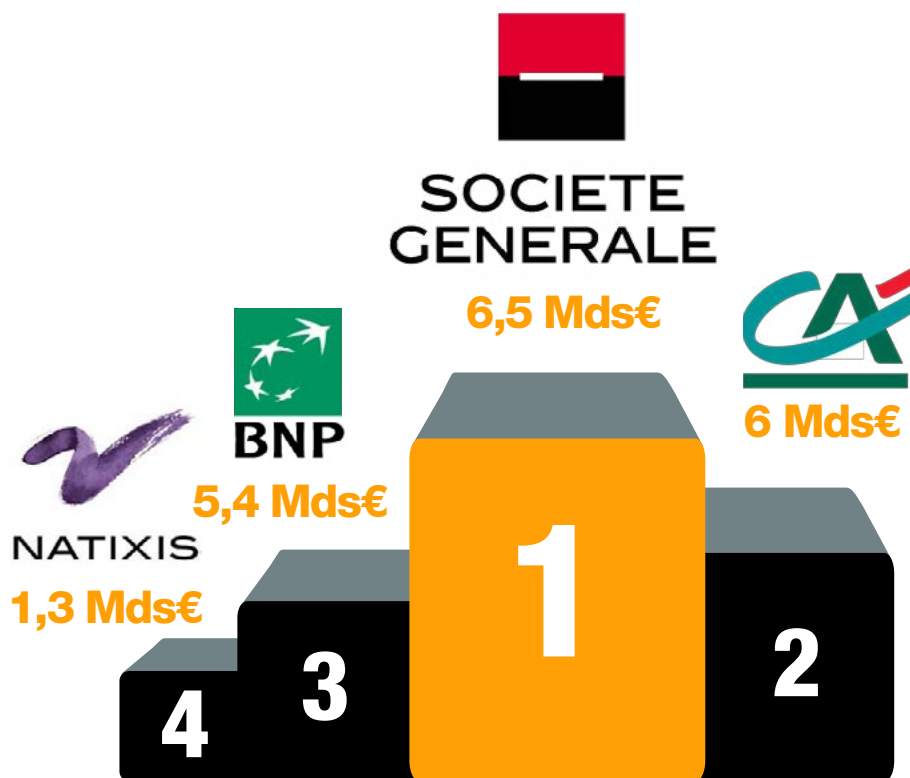
DU PÉTROLE ET DU GAZ

Alors que l'exploitation totale des réserves de pétrole et de gaz déjà ouvertes ruinerait nos chances de limiter le réchauffement climatique sous la barre de 1,5 °C¹, **les industriels sont continuellement en quête de nouveaux gisements**. Confrontés à la menace d'un tarissement des réserves conventionnelles de pétrole et de gaz au cours des prochaines décennies, ils creusent toujours plus profond, toujours plus loin, et ont recours à des techniques toujours plus polluantes, pour extraire et acheminer toujours plus de pétrole et de gaz.

Cela signifie extraire pétrole et gaz par fracturation hydraulique, transformer des sables bitumineux en pétrole, forer à des milliers de mètres sous la surface de l'eau ou dans la région arctique, liquéfier du gaz à très basse température pour l'exporter à longue distance. **Ces secteurs se distinguent autant par les risques extrêmes qu'ils font peser sur le climat et l'environnement, que par leur important développement et de ce fait leur colossal besoin d'investissements.**

Ces capitaux, les banques françaises ont peu de réticence à les fournir aux industries pétrolières et gazières. Depuis la COP21, les quatre plus grosses banques françaises, **BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis ont ainsi accordé 19,4 milliards d'euros** aux sables bitumineux, hydrocarbures de schiste, GNL, forages en eaux très profondes et en Arctique. **Société Générale se positionne une nouvelle fois en tête de ce classement**, ayant accordé 6,5 milliards d'euros à ces cinq secteurs. Elle est suivie par Crédit Agricole et BNP Paribas, avec respectivement 6 milliards d'euros et 5,4 milliards d'euros de financements entre 2016 et 2018.

L'évolution des financements accordés aux pétroles et gaz non-conventionnels au cours des trois dernières années varie largement d'une banque à l'autre. Ainsi, alors que BNP Paribas a divisé par deux ses soutiens à ces secteurs – passant de 2,9 milliards d'euros en 2016 à 1,3 milliards d'euros en 2018 –, Crédit Agricole a pour sa part multiplié par deux ces financements – passant de 1,2 milliards d'euros en 2016 à 2,5 milliards d'euros en 2018.



Financements des banques françaises aux pétroles et gaz non-conventionnels entre 2016 et 2018, en euros

DES POLITIQUES À REVOIR DE TOUT URGENCE

Après avoir mis en place leurs premières politiques sectorielles pour réduire leurs soutiens aux nouvelles mines et centrales à charbon lors de la COP21, les banques françaises s'engageaient deux ans plus tard à limiter leurs financements à certains secteurs pétroliers et gaziers, les plus dangereux pour le climat, l'environnement et les populations, et les plus risqués financièrement.

SABLES BITUMINEUX, HYDROCARBURES DE SCHISTE, GNL : BNP PARIBAS SE RETIRE

Dernière à annoncer des engagements sur le charbon en 2015, **BNP Paribas¹² a choisi de faire preuve de leadership en octobre 2017**. Elle s'est engagée à mettre fin à ses financements directs à tout nouveau projet d'exploration, de production, de transport et d'export lié aux sables bitumineux et hydrocarbures de schiste. Elle a par ailleurs annoncé l'exclusion des entreprises principalement actives dans ces secteurs d'activités, ainsi que de toutes les entreprises qui possèdent ou opèrent des gazoducs, oléoducs ou terminaux d'exportation de GNL alimentés par un volume important de pétrole et gaz non-conventionnels.

La politique de BNP Paribas a eu pour conséquence son retrait important du marché énergétique nord-américain, qui repose majoritairement sur la production non-conventionnelle. **Ses soutiens aux sables bitumineux, pétrole et gaz de schiste, et GNL ont ainsi connu une baisse de respectivement 72%, 87% et 69% depuis l'annonce de sa politique.**

Société Générale¹³, Crédit Agricole¹⁴ et Natixis¹⁵ ont fait en décembre 2017 un pas dans la même direction, mais leur niveau d'ambition est malheureusement resté timide. N'actant pas d'exclusions sur les entreprises - Crédit Agricole - ou des exclusions limitées - Société Générale et Natixis - , **elles ont toutes trois laissé la porte ouverte à des financements aux sables bitumineux**. En 2018, Crédit Agricole et Société Générale ont ainsi pu augmenter leurs soutiens au secteur.

En ce qui concerne les hydrocarbures de schiste et le GNL, elles ne s'approchent même pas des critères imposés par BNP Paribas, puisque leurs engagements se cantonnent à des mesures de diligence raisonnable. Depuis la COP21, Crédit Agricole et Société Générale ont largement dépassé BNP Paribas en termes de financements aux pétrole et gaz de schiste. En outre, Société Générale se positionne en deuxième banque au monde à financer le GNL, avec près de 3 milliards d'euros accordés depuis 2016.

FORAGES EN ARCTIQUE ET EN EAUX TRÈS PROFONDES : LES BANQUES FRANÇAISES DOIVENT DIRE STOP

En 2017, les quatre grandes banques françaises se sont positionnées contre certains projets de forages dans une zone fragile et vierge : l'Arctique. BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis ont annoncé cesser de financer directement ce type de projets, et ont parfois adopté des exclusions concernant certaines des entreprises qui les portent - c'est le cas de BNP Paribas et de Société Générale.

Ces politiques n'ont pourtant pas permis d'observer une baisse significative de leurs financements aux pétroles et gaz en Arctique. Ces montants ont à l'inverse progressé pour BNP Paribas, Société Générale et Natixis entre 2017 et 2018. Il est dès lors impératif qu'elles reconnaissent l'inefficacité de leurs engagements et retirent réellement leurs soutiens aux entreprises qui continuent à forer en région arctique.

Mais les grands absents des politiques pétrole et gaz des banques françaises sont les forages en eaux très profondes, qui visent des gisements à plus de 1500 mètres sous la surface de l'eau. En plus des conséquences climatiques qu'aurait l'ouverture de ces nouveaux gisements, ces projets font peser des risques inconsidérés sur la biodiversité et l'environnement¹⁶.

BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale font partie du top 15 des banques internationales à financer ce secteur, avec 4,8 milliards d'euros depuis la COP21. BNP Paribas et Crédit Agricole semblent particulièrement enclines à miser sur ce secteur en pleine expansion : elles ont respectivement augmenté leurs soutiens au secteur des forages en eaux très profondes de 80% et 266% depuis 2016.

Les banques françaises doivent immédiatement et systématiquement exclure de tout soutien ces nouveaux projets incompatibles avec l'objectif de limiter le réchauffement global à + 1,5 °C, ainsi que les entreprises qui ne renoncent pas à les développer.

SO-GÉ

EXPORTE LE CHAOS CLIMATIQUE

« LE GAZ DE SCHISTE EST UNE ÉNERGIE DE TRANSITION
NÉCESSAIRE » **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

LE GAZ DE SCHISTE AMÉRICAIN DÉBARQUE EN FRANCE ET EN EUROPE

Sept ans après avoir interdit l'exploitation du gaz de schiste sur son territoire, la France en importe désormais en provenance des Etats-Unis¹⁷. Les contrats d'achats de GNL¹⁸ signés par Engie¹⁹ et EDF²⁰ avec l'entreprise américaine Cheniere à la veille de la COP21 ont en effet commencé à être honorés en octobre 2018, et les tankers ont livré leurs premières marchandises dans les ports méthaniens français. Du gaz de schiste américain, l'Europe en importe depuis 2017. La France rejoint la liste des désormais nombreux pays à en recevoir, parmi lesquels le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

UNE NOUVELLE VAGUE DE PROJETS À VENIR

En amont, on retrouve les terminaux de Sabine Pass LNG - qui exporte plus de 80% du gaz de schiste qui arrive en France sous forme liquide²¹ -, mais aussi de Cove Point LNG et depuis très récemment de Corpus Christi LNG. Ces trois infrastructures en opération devraient dès 2019 et au cours des prochaines années être rejoints par **les dizaines d'autres terminaux de GNL, en projet sur la côte du golfe du Mexique et les façades Atlantique et Pacifique du Canada et des Etats-Unis.**

Cette expansion annoncée n'a qu'une seule visée : permettre l'extraction des ressources de gaz de schiste nord-américain au plein de leurs capacités et leur exportation massive vers les marchés internationaux. **Elle est une pierre angulaire de la politique de « dominance énergétique » de Donald Trump, qui est déterminé à négocier la vente de son gaz de schiste aux Européens et Asiatiques.** Grâce à cela notamment, les Etats-Unis devraient redevenir dès 2020 exportateurs net d'énergie, pour la première fois depuis les années 1950²².

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, LEADER DE L'EXPORTATION DU GAZ DE SCHISTE

Le Report Card 2018 révélait que Société Générale avait été en 2017 le principal financeur des entreprises actives dans la construction de terminaux d'exportation de GNL en Amérique du Nord, avec près de 1 milliard d'euros de financements cette année-là²³. *Le Report Card 2019* montre à présent que **la banque française est la deuxième banque internationale à avoir soutenu le GNL partout dans le monde, avec près de 3 milliards d'euros depuis la COP21.**

Société Générale a en effet activement participé à cette première vague de projets de GNL, et tout particulièrement aux Etats-Unis, où la banque aurait pris part au financement et au développement de tous les projets de terminaux d'exportation de gaz de schiste²⁴. Elle a conseillé Cheniere pour ses terminaux d'exportation Sabine Pass LNG et Corpus Christi LNG, avant de participer directement à leur financement²⁵.

Société Générale semble aussi bien décidée à jouer un rôle clé dans la seconde vague de projets et d'investissements attendus à partir de 2019 en Amérique du Nord. Elle a déjà participé au financement des projets Freeport LNG, Cameroun LNG et Elba LNG, qui devraient prochainement entrer en opération. D'autre part, Société Générale détient des mandats de conseil pour le développement d'au moins trois projets de terminaux d'exportation de gaz de schiste prévus aux Etats-Unis et au Canada : Rio Grande LNG²⁶ au Texas, Driftwood LNG en Louisiane²⁷, Goldboro LNG en Nouvelle-Écosse²⁸.

LE GAZ DE SCHISTE N'EST PAS UNE SOLUTION POUR LE CLIMAT

Interpellée depuis de nombreux mois par la société civile sur ses soutiens massifs aux terminaux d'exportation de gaz de schiste et au projet Rio Grande LNG, **Société Générale prenait pour la première fois en décembre 2018 publiquement fait et cause pour cette énergie non-conventionnelle.** Elle affirmait que « le gaz, y compris le gaz de schiste, est une énergie de transition nécessaire »²⁹.

Société Générale présente le gaz de schiste comme une énergie de substitution au charbon indispensable pour réaliser la transition énergétique dans le monde. Cependant, non seulement le dé-

veloppement de ce secteur est incompatible avec l'Accord de Paris – voir encadré –, mais la démonstration de la banque ne tient pas. Même en considérant que ce gaz de schiste soit en effet utilisé pour remplacer des capacités charbon aux Etats-Unis, en Asie et en Europe, rien n'indique que cela aurait un bénéfice climatique³⁰.

Au contraire, alors que les centrales à charbon ferment aux Etats-Unis, leur remplacement par du gaz a été à l'origine d'une nouvelle hausse des émissions dans le pays en 2018³¹. Une évaluation de l'impact climatique du projet de terminal Jordan Cove LNG en Oregon a également conclu **qu'exporter du gaz de schiste produit aux Etats-Unis pour remplacer du charbon en Asie entraînerait une augmentation des émissions de gaz à effet de serre globales**³² – cela a d'ailleurs été reconnu par BNP Paribas dans une communication³³. Quant à l'Europe, elle sera tout à fait en capacité de sortir du charbon en se passant du gaz de schiste américain, étant donné la résilience de ses approvisionnements³⁴ et une demande en baisse³⁵.

PAS ICI, PAS LÀ-BAS

Derrière de faux arguments climatiques, la réelle motivation de Société Générale est d'ordre financier. **Elle s'est consciemment positionnée en leader d'un marché qui à lui seul met en péril notre capacité à tous de rester sous le seuil critique de + 1,5 °C de réchauffement global, et refuse aujourd'hui de renoncer à en profiter.** Société Générale a annoncé il y a quelques mois exclure tout financement direct d'importations de gaz de schiste américain en France. Elle a en cela reconnu le problème, sans y apporter de réponse. Elle doit dès lors suivre la voie de BNP Paribas et se désengager du gaz de schiste, secteur dévastateur ici comme là-bas.

QUAND LES ETATS-UNIS ONT LE DOIGT SUR LE DÉTONATEUR

Une étude publiée en janvier 2019 par Oil Change International³⁶ a évalué l'impact climatique de l'expansion des activités gazières et pétrolières aux Etats-Unis. Les conclusions du rapport sont extrêmement préoccupantes : **si ce développement n'est pas contrecarré, il ruinera notre capacité à rester dans les limites du réchauffement climatique inscrites à l'Accord de Paris et préconisées par le GIEC.**

Alors que les Etats-Unis sont déjà le premier producteur de pétrole et de gaz au monde, les entreprises du secteur semblent inarrêtables. D'ici 2030, soit au cours de la décennie où nous devons engager une baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre, **les Etats-Unis devraient en effet représenter 60% de la croissance de la production pétrolière et gazière mondiale.**

D'ici 2050, l'exploitation de ces nouvelles réserves deviendrait la première source de nouvelles émissions de CO2 au niveau global. On parle de 120 milliards de tonnes métriques de CO2, soit l'équivalent des émissions générées par 1 000 centrales à charbon sur l'intégralité de leur durée de vie. Les fuites de méthane liées à ces industries pourraient ajouter entre 16 et 39 milliards de tonnes métriques de eq. CO2 à ce bilan déjà catastrophique.

Cette expansion reposerait à 90% sur des réserves de pétrole et gaz de schiste, et principalement sur le bassin permien situé au Texas et qui alimenterait le terminal d'exportation Rio Grande LNG soutenu par Société Générale. **Les émissions de CO2 causées par le boom de la production dans ce seul bassin entre 2018 à 2050 pourraient épuiser près de 10% du budget carbone mondial disponible dans un scénario 1,5°C.**

DES PAROLES

ET DES ACTES

L'Accord de Paris sur le climat appelle à ce que les flux financiers soient « compatibles avec une trajectoire bas carbone ». Le Fossil Fuel Finance Report Card 2019, dont les données financières sont présentées ici, montre que **les grandes banques internationales, parmi lesquelles nombreuses sont celles qui prétendent soutenir cet accord, échouent lamentablement dans la réalisation de cet objectif.**

Depuis la COP21, les financements privés n'ont cessé d'affluer vers l'industrie fossile, en même temps que les émissions de gaz à effet de serre mondiales n'ont cessé d'augmenter. Au moment même où tous nos efforts devraient être concentrés vers la fermeture progressive des réserves et actifs fossiles existants, banques et industriels misent sur l'ouverture de nouveaux gisements et la construction de nouvelles infrastructures.

Les principales banques françaises - BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis - participent activement à nourrir cette expansion autant que ce double discours. Elles n'hésitent pas à accompagner, par des financements directs aux projets ou in-

directs via les financements aux entreprises, le développement des énergies fossiles, nous enfermant dans notre dépendance et nous condamnant à des décennies d'émissions climaticides.

Face à la menace que fait peser l'industrie fossile sur le climat, il ne saurait y avoir de compromis possible, ni report de l'action climatique ni action cosmétique. **Les banques françaises doivent dès aujourd'hui mettre le cap sur + 1,5 °C et revoir en conséquence leurs politiques très insuffisantes.** Elles doivent en priorité couper les vannes au développement de nouveaux actifs dans les secteurs les plus « extrêmes » : le charbon et le pétrole et le gaz non-conventionnels.

Si les banques n'agissent pas immédiatement en ce sens, cela signifie que leurs soutiens aux énergies fossiles persisteront, voire seront amenés à croître. Il faudra alors renoncer à limiter la hausse de la température globale à 1,5 °C, ou même 2 °C, et se préparer à connaître les conséquences les plus dramatiques de l'emballement climatique.

« LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE [...] EST UN ENJEU CLÉ AUQUEL NOUS ALLONS CONTRIBUER ACTIVEMENT » **FRÉDÉRIC OUDÉA, DIRECTEUR GÉNÉRALE DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

« DANS CETTE COURSE CONTRE LA MONTRE, LE SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER DOIT ÊTRE AUX AVANT-POSTES DE LA CONSTRUCTION DE L'ÉCONOMIE BAS CARBONE » **JEAN-LAURENT BONNAFÉ, ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BNP PARIBAS**

« LE DÉFI EST AUJOURD'HUI D'ENTREtenir ET D'AMPLIFIER LA DYNAMIQUE [DE LA COP21] AINSI QUE LES ENGAGEMENTS CONCRETS QUI EN DÉCOULENT POUR ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES ET CARBONE » **PHILIPPE BRASSAC, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CRÉDIT AGRICOLE**

« RENFORCER L'ALIGNEMENT DE NOS FINANCEMENTS SUR LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS EST UNE NOUVELLE ÉTAPE DE L'ENGAGEMENT DE NATIXIS » **LAURENT MIGNON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NATIXIS**

NOTE DE PRESSE

Financer le chaos climatique - Trois ans après
la Les banques françaises addictes aux énergies
fossiles - Mars 2019

Auteurs :

Lorette Philippot des Amis de la Terre France
Relectrices et contributrices : Malika Peyraut,
Catherine Mollière, Sandra Imbault et Lucie
Pinson des Amis de la Terre France



Graphisme et maquette :

Edouard Marchal - edwarden.fr

Crédits photos :

Couverture : Jiri Rezac / GREENPEACE
Page 2 : Jiri Rezac / GREENPEACE
Page 4 : shutterstock
Page 9 : istock
Page 10 : Creative Commons / Flickr
Page 11 : Paul Corbit Brown
Page 12 : Jiri Rezac / GREENPEACE



NOTES

¹ www.ipcc.ch/2018/10/08/summary-for-policymakers-of-ipcc-special-report-on-global-warming-of-1-5c-approved-by-governments/

² http://priceofoil.org/content/uploads/2016/09/OCI_the_skys_limit_2016_FINAL_2.pdf

³ <https://www.ran.org/bankingonclimatechange2019>

⁴ Le PID du Canada se chiffre à 1553 milliards d'euros et celui de l'Espagne à 1 557 milliards d'euros en 2018.

⁵ Entreprises qui prévoient la construction de nouvelles centrales à charbon dans le monde.

⁶ <https://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/notebanquescharbon261118.pdf>

⁷ Les autres secteurs fortement dépendant des énergies fossiles, tels que la pétrochimie, ne sont pas inclus dans le périmètre de l'étude.

⁸ www.coalexit.org

⁹ https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2018/11/BanquesFrancaises_Fossiles_Nov2018.pdf

¹⁰ <https://www.ran.org/bankingonclimatechange2019>

¹¹ http://priceofoil.org/content/uploads/2016/09/OCI_the_skys_limit_2016_FINAL_2.pdf

¹² https://group.bnpparibas/uploads/file/rse_politique_sectorielle_petrole_et_gaz_non_conventionnels_19_12_2017_v_standardise.pdf

¹³ https://www.societegenerale.com/sites/default/files/2018/politique_sectorielle_petrole_et_gaz.pdf

¹⁴ <https://www.credit-agricole.com/responsable-et-engage/une-strategie-rse-creatrice-de-valeur-pour-le-groupe-credit-agricole-et-de-bien-commun-pour-nos-parties-prenantes/nos-politiques-sectorielles>

¹⁵ https://www.natixis.com/natixis/upload/docs/application/pdf/2018-11/natixis_esr_sector_policy_oil_gas.pdf

¹⁶ https://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/note_latotaldesbanquesfrancaises_final.pdf

¹⁷ https://www.eia.gov/dnav/ng/ng_move_poe2_dcu_NUS-NFR_m.htm

¹⁸ Gaz refroidi à -161 °C afin qu'il atteigne son état liquide et puisse être exporté par bateau à très longue distance.

¹⁹ <https://www.engie.com/en/journalists/press-releases/engie-cheniere-Ing-sales-purchase-agreement/>

²⁰ www.reuters.com/article/cheniere-edf-Ing/cheniere-signs-deal-to-sell-24-Ing-cargoes-to-frances-edf-idUSL5N11R3B920150921 ; https://www.challenges.fr/entreprise/edf-signe-un-accord-pour-importer-du-gaz-de-schiste-americain_91339

²¹ https://www.eia.gov/dnav/ng/NG_MOVE_POE2_A_EPGO_ENG_MMCF_M.htm

²² <https://www.eia.gov/outlooks/aeo/>

²³ <https://www.ran.org/bankingonclimatechange2018/>

²⁴ www.sec.gov/Archives/edgar/data/1612720/000121390017004508/f8k050217ex99i_harmonymerger.html

²⁵ www.societegenerale.com/fr/construire-demain/s-engager-durablement/le-financement-de-la-transition-energetique/cheniere-energy

²⁶ <https://investors.next-decade.com/news-releases/news-release-details/nextdecade-engages-societe-generale-and-macquarie-capital>

²⁷ <https://www.euro-petrole.com/tellurian-engages-societe-generale-as-financial-advisor-for-driftwood-Ing-n-i-14523>

²⁸ <https://www.ingworldnews.com/canadas-pieridae-energy-picks-goldboro-Ing-financial-advisors/>

²⁹ https://www.societegenerale.com/sites/default/files/documents/lettre_ouverte_14122018.pdf

³⁰ <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0360544217319564>

³¹ <https://rhg.com/research/preliminary-us-emissions-estimates-for-2018/>

³² http://priceofoil.org/content/uploads/2018/01/JCEP_GHG_Final-Screen.pdf

³³ <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/climate-finance-day-bnp-credit-agricole-et-societe-generale-comment-les-banques-francaises-prennent-le-virage-vert-146597.html>

³⁴ https://www.energyunionchoices.eu/wp-content/uploads/2017/08/EUC_Report_Web.pdf

³⁵ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-02-06/germany-may-never-get-a-natural-gas-boom-even-with-coal-exit>

³⁶ <http://priceofoil.org/content/uploads/2019/01/Drilling-Towards-Disaster-Web-v2.pdf>



CONTACTEZ

Lorette Philippot

lorette.philippot@amisdelaterre.org

06 40 18 82 84

NOS DEMANDES

LES BANQUES FRANÇAISES DOIVENT :

1. S'engager à éliminer progressivement tout soutien financier direct ou indirect aux énergies fossiles, et publier d'ici un an un calendrier explicite de sortie des énergies fossiles aligné sur l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.
2. Mettre un terme à tout soutien financier dédié aux projets d'énergies fossiles.
3. Mettre un terme à tout soutien financier aux entreprises ayant une part significative de leurs activités dans le charbon, les sables bitumineux, les pétrole et gaz en Arctique, les pétrole et gaz en eaux très profondes, les pétrole et gaz de schiste, le gaz naturel liquéfié, ainsi qu'aux entreprises prévoyant de développer leurs activités dans ces secteurs.
4. Adopter une stratégie d'engagement robuste auprès de leurs clients non couverts par les critères ci-dessus et conditionner le maintien de leurs soutiens financiers à :
 - a . la prise d'un engagement immédiat à s'aligner sur l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ;
 - b. la publication d'ici 2020 d'un calendrier explicite de sortie des énergies fossiles aligné sur l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.